

# Bulletin du FMI

## PAYS À FAIBLE REVENU

### Haïti obtient du FMI un nouveau financement de 36 millions de dollars

Maureen Burke

Département des relations extérieures du FMI

13 février 2009

- Une succession de catastrophes naturelles à l'origine de pertes économiques sans précédent en Haïti
- La crise économique mondiale aggrave les conséquences de ces catastrophes
- Une aide supplémentaire des bailleurs de fonds est nécessaire pour combler le déficit de financement du pays

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé une augmentation de 36,6 millions de dollars de l'aide à la balance des paiements en faveur d'Haïti pour permettre au pays de contrecarrer les effets négatifs des chocs exogènes provoqués par une série de cyclones dévastateurs survenus en 2008 et par la crise économique mondiale.

L'augmentation de l'aide financière — qui a été accordée suite à la quatrième revue des résultats économiques d'Haïti dans le cadre de la [facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance](#) — permettra à ce pays caribéen de près de 9 millions d'habitants de recevoir un décaissement immédiat de quelque 35,8 millions de dollars. Cette somme vient s'ajouter à l'augmentation précédente de 26 millions de dollars dont Haïti a bénéficié en juin 2008 pour faire face à la flambée mondiale des prix des produits alimentaires et des carburants.

Cette nouvelle aide du FMI a été annoncée une semaine après la visite effectuée par le Président haïtien, M. René Préval, au siège du FMI pour discuter des besoins pressants de financement d'Haïti avec le Directeur général de l'institution, M. Dominique Strauss-Kahn.

«La situation politique et sociale demeure fragile, les effets des chocs météorologiques persistent, et le marasme mondial devrait avoir des retombées négatives sur les envois de fonds et les exportations», a déclaré le Directeur général adjoint du FMI, M. Takatoshi Kato à l'issue de la réunion du Conseil d'administration.

#### Une saison cyclonique violente

Les difficultés économiques auxquelles Haïti est actuellement confronté sont en partie imputables à la suite de chocs graves qui ont dévasté le pays l'an dernier. A l'instar d'une bonne partie de la planète, le pays a été atteint de plein fouet par l'envolée des prix des produits alimentaires et des carburants au premier semestre de 2008. Puis, à compter de la mi-août, il a été frappé par la tempête tropicale Fay et par les cyclones Gustav, Hanna et Ike. Survenues en une succession rapide, les tempêtes ont provoqué de graves inondations et des dégâts estimés à quelque 900 millions de dollars, soit 15 % du PIB national.

Les cyclones ont causé des dommages considérables à l'agriculture, aux logements et à l'infrastructure de transport. La situation de sécurité alimentaire s'est également aggravée, le nombre de personnes en état précaire étant actuellement estimé à 3,3 millions.

Cette économie fragile va maintenant être confrontée au nouveau choc que constitue la crise financière internationale, qui se manifestera essentiellement par une baisse de la demande d'exportations et la diminution des envois de fonds. Le secteur exportateur haïtien est assez restreint, mais un pourcentage substantiel de la population est lourdement tributaire des envois de fonds.

Malgré le repli des prix internationaux des denrées et des carburants enregistré ces derniers mois, les prix alimentaires et les besoins en importations demeurent élevés, les cyclones ayant endommagé les réseaux de distribution et détruit 60 % de la récolte d'automne.

### **Mobilisation d'une aide supplémentaire**

Ces chocs récents ont pour effet d'exacerber les difficultés économiques d'Haïti, le pays le plus pauvre de l'Hémisphère occidental. Afin de discuter des priorités pour la reprise économique du pays, la [Banque interaméricaine de développement](#) accueillera les 13 et 14 avril, à Washington, une conférence des bailleurs de fonds qui aura pour objectifs d'améliorer leur coordination et d'optimiser l'efficacité de l'aide. Elle invitera également de nouveaux donateurs, autres que les interlocuteurs habituels du pays, à apporter une aide à Haïti, et encouragera les partenaires existants à accroître leurs contributions.

«Une aide supplémentaire des bailleurs de fonds, destinée à financer la reconstruction du pays et ses priorités en matière de lutte contre la pauvreté, serait indispensable pour alléger les pressions sur les dépenses publiques et préserver la cohésion politique et sociale», a déclaré Mme Corine Deléchat, chef de mission du FMI pour Haïti.

*Les commentaires sur cet article sont à envoyer à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org)*

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* sur [www.imf.org/imfsurvey](http://www.imf.org/imfsurvey)